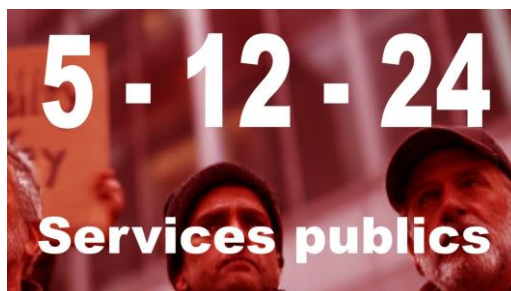


## Le 5 décembre : Toutes les raisons d'être toutes et tous dans l'action pour défendre nos droits et nos services publics !



Le gouvernement prévoit un nouveau plan d'austérité dans le cadre du projet de loi de finance (PLF) et du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). L'Etat par le projet du budget entend faire 60 milliards d'économie. Se sont une nouvelles fois les salariés et leurs familles qui vont être mis à contribution pour « rembourser » une « dette publique » créée en grande partie par les cadeaux au Capital !

Les fonctionnaires et les services publics sont à nouveau en première ligne pour subir de lourdes attaques comme :

- **L'augmentation du délai de carence** en cas d'arrêt maladie, passant de 1 à **3 jours**.
- **La baisse de l'indemnisation** des arrêts maladie.
- **Le Gel de la valeur du point d'indice**, alors que l'inflation continue de grignoter nos salaires.
- **La suppression de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA)**. Ces mesures punitives appauvrissent les agents publics, déjà épuisés par des conditions de travail dégradées : surcharge de travail, suppression de postes, réformes à répétition et mépris institutionnel.
- **Le désengagement de l'Etat dans les services publics avec suppressions d'emplois**.

Les fonctionnaires d'Orange vont donc être fortement impactés....

....**Mais tous les salariés sont concernés**, rien n'empêchera par la suite le gouvernement d'ajouter encore un jour de carence aux CDI.

Si le PLFSS est voté en l'état, tous les salariés sans exception verraient l'augmentation du ticket modérateur de 30% à 40% lors d'une consultation médicale. Le ticket modérateur correspond à la part du coût d'une consultation de médecine de ville qui n'est pas prise en charge par la Sécurité sociale mais laissé à la charge de l'assuré. Cette hausse va de fait entraîner une augmentation des coûts supportés par les complémentaires santé qui prennent en charge ce ticket modérateur et donc une nouvelle augmentation des cotisations de complémentaires santé.

### Le contexte social à Orange :

L'enquête sur le baromètre social va débiter, dans un contexte très tendu de réorganisations, de négociation GEPP et de dégradation de conditions de travail...Ce contexte est de nature à

développer des risques psychosociaux chez de nombreux personnels qui ne se retrouvent plus dans le sens de leur travail.

**La CGT FAPT appelle les salariés à débattre sur le contexte social de l'entreprise et à agir le 5 décembre pour exiger l'ouverture de négociation pour répondre aux revendications de manière concrète, pour remettre l'humain au cœur des choix de l'entreprise, pour remettre le service public au cœur de la stratégie de l'entreprise.**

**Ensemble, sur nos lieux de travail, organisons-nous et mobilisons-nous pour construire le rapport de force indispensable pour :**

**- Empêcher de nouveaux reculs sociaux contenus dans le projet du gouvernement.**

**- Et exiger dans l'entreprise :**

- 1. Un moratoire immédiat sur les transferts massifs d'activités et d'emplois vers les filiales et la sous-traitance
- 2. Le recrutement d'un plus grand nombre d'alternant pour préparer l'avenir
- 3. Un plan de recrutement ambitieux pour assurer la continuité des activités dans des conditions de travail dignes. Et proposer un CDI à chaque alternant
- 4. La ré internalisation de toutes les activités et des emplois pour améliorer la Qualité de Service (QS)
- 5. D'Intégrer toutes les filiales dans la convention collective CCNT, mettant ainsi un coup d'arrêt au dumping social orchestré par la maison mère comme 1<sup>er</sup> pas pour construire un statut du travail salarié garantissant des droits au long de la vie
- 6. Garantir un emploi aux stagiaires sortant des écoles de formation en respectant l'égalité
- 7. L'arrêt du financement du capital (dividendes.) pour financer à la fois le TPS, les recrutements nécessaires et améliorer les conditions de travail
- 8. Une vraie transparence sur les budgets et les impacts du projet GEPP.
- 9. Un véritable dialogue social, sans instrumentalisation ni précipitation



**Le 5 décembre, faisons entendre nos voix, parce qu'ensemble on est plus fort !**

**Défendons nos services publics et nos droits !**



**Fédération nationale des salariés du secteur  
des activités postales et de télécommunications CGT**  
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex  
Tél. : 01 48 18 54 00 C.C.P. Paris 20376 D  
Site : [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) Mail : [fede@cgt-fapt.fr](mailto:fede@cgt-fapt.fr)